1895

1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze

Revue de l'association française de recherche sur
l'histoire du cinéma

43 | 2004

Varia

Pétition pour un musée du cinéma en France !

Conseil d'administration de l'Association française de recherche sur
l'histoire du cinéma

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/1895/1582>

DOI : 10.4000/1895.1582

ISBN : 978-2-8218-1016-7

ISSN : 1960-6176

Éditeur

Association française de recherche sur l'histoire du cinéma (AFRHC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 86-87

ISBN : 2-913758-43-6

ISSN : 0769-0959

Référence électronique

Conseil d'administration de l'Association française de recherche sur l'histoire du cinéma, « Pétition pour un musée du cinéma en France ! », *1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze* [En ligne], 43 | 2004, mis en ligne le 09 janvier 2008, consulté le 16 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/1895/1582> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/1895.1582>

Ce document a été généré automatiquement le 16 avril 2022.

© AFRHC

Pétition pour un musée du cinéma en France !

Conseil d'administration de l'Association française de recherche sur l'histoire du cinéma

- 1 Les derniers événements survenus à la Cinémathèque française concernant le projet de Musée du cinéma qui devait s'installer au 51 rue de Bercy inquiètent les historiens du cinéma et les cinéphiles et, au-delà, tous ceux que préoccupent la conservation et la valorisation du patrimoine culturel, en l'espèce celui du cinéma.
- 2 Depuis 1992, le Musée Henri-Langlois sis au Palais de Chaillot, devait s'installer dans des espaces permettant de mieux déployer les collections de la Cinémathèque française : d'abord au Palais de Tokyo, puis rue de Bercy. Les projets et les responsables de ce musée se sont succédés jusqu'au surprenant épilogue qu'a fourni le nouveau président de la Cinémathèque française, Claude Berri, il y a quelques semaines.
- 3 L'Assemblée générale de septembre 2003, qui a accepté de nouveaux statuts prévoyant une ouverture à l'État, s'était notamment déterminée en fonction du projet de nouveau Musée du cinéma lié au déménagement à Bercy. Au cours du mois de novembre, le Conseil d'administration a approuvé ce projet déployé sur deux niveaux contigus du bâtiment pour l'exposition permanente des collections et un troisième niveau dévolu aux expositions temporaires. Ce projet a été présenté à Monsieur le Ministre de la culture en octobre 2003 et c'est au moment de sa finalisation par le choix d'un architecte et l'engagement des travaux d'aménagement que le revirement s'est opéré. Ce revirement affecte l'espace principal – réservé au musée – qui serait désormais voué à des expositions de peintures contemporaines (selon la formule passe-partout « art-et-cinéma », « peinture-et-cinéma ») tandis que les collections permanentes seraient scindées en deux espaces disjoints (2^e et 7^e étages) et insuffisants pour un musée digne de ce nom. Ce projet rompt manifestement avec l'héritage historique de la Cinémathèque : la collection constituée par Henri Langlois.
- 4 Ces aménagements impraticables, le flou sur le financement de manifestations de surcroît étrangères aux compétences et aux savoir-faire des employés de la Cinémathèque visent-elle à remettre en question l'idée même d'un musée du cinéma ?

- 5 La France sera-t-elle privée d'une telle institution alors que nombre de pays européens ou d'Outre-Atlantique – avec souvent des collections moins riches – se sont dotés depuis longtemps de tels lieux de mémoire et de culture ?
- 6 Est-il extravagant de vouloir donner au cinéma sa place spécifique ? Est-il condamné à fournir des « bonus » aux arts légitimes ? Ignore-t-on, enfin, les conséquences aux plans de la recherche et de l'enrichissement des collections qu'engendre l'existence d'une institution comme un musée et est-ce là ce que l'on veut étouffer ?
- 7 Les soussignés veulent faire part à Monsieur le Ministre de la culture de leur inquiétude et lui demandent de tout faire pour que soit mené à bien le projet initial de Musée du cinéma dont la France a besoin. La Cinémathèque est certes, en théorie, indépendante dans ses décisions, elle est cependant comptable envers le public de l'utilisation de ses deniers et des deniers que lui alloue l'État.
- 8 Les soussignés alertent non seulement les amateurs de cinéma mais l'ensemble des chercheurs, historiens, enseignants, étudiants sur la gravité de la situation qui est faite au cinéma et les appellent à manifester leur opposition à la dérive qu'induirait le nouveau projet.
- 9 Déposez vos signatures sur le site de l'AFRHC – www.afrhc.fr, dupliquez, diffusez cet appel.